|  |
| --- |
| Réflexion 4 – Identifier les conséquences d’une guerre sur le commerce |
| **Durée** : 15’ | Homme avec un remplissage uniouDeux hommes avec un remplissage uni | Source |

**Travail à faire**

Après avoir lu le document répondez aux questions suivantes :

1. Quels sont les domaines d’activité les plus impactés par la guerre et l’embargo ?
2. Quelle sont les premières conséquences pour les pays et les entreprises ?
3. L’article date de mars 2022, les prévisions concernant l’inflation pour 2022 et 2023 ont-elles été tenues ?
4. Quelle est la conséquence pour les entreprises qui concernent les matières premières, les métaux, l’agroalimentaire et le bois ?
5. Quelle est la conséquence pour les pays ?

**Doc Guerre en Ukraine : quels impacts sur les entreprises européennes ?**

*Source ! Les Echos - 29 mars, 2022 par*

Si l'impact direct de la guerre pèsera, avant tout, sur les principaux partenaires de la Russie comme la Turquie ou la Pologne, l'Europe de l'Ouest et notamment la France seront également touchées.

L’invasion de l’Ukraine par la Russie et les actions décidées en retour par les Occidentaux ont déjà commencé à produire leurs effets sur l’économie de la France et de ses voisins européens. La Russie, si elle ne pèse « que » 2,1 % du commerce mondial demeure le deuxième producteur de pétrole de la planète derrière les États-Unis et devant l’Arabie Saoudite, et le premier producteur de gaz naturel. Quant au blé, la Russie et l’Ukraine, à eux seuls, produisent un quart des volumes mondiaux. Le risque d’une forte baisse, voire d’une interruption des échanges de ces deux pays avec le reste du monde, s’est immédiatement traduit par une flambée des prix de certaines matières premières et notamment du pétrole. Le cours du Brent, au lendemain de l’entrée des Russes en Ukraine est ainsi passé, en quelques jours, de 96 $ le baril à 140 $, et semble se stabiliser autour des 120 $, avec les répercussions que l’on peut constater chaque jour sur les prix à la pompe.

**Un avenir incertain**

Déjà repartie à la hausse sous l’effet du redémarrage mondial de l’économie après la crise sanitaire, l’inflation va encore augmenter. La Banque de France a ainsi réévalué ses prévisions et ne table plus sur une inflation de 3,7 % en 2022 et 1,9 % en 2023, mais sur respectivement des hausses de 4,4 % et 3,3 %. Des prévisions basées sur « un prix du baril de pétrole à 125 $ et un prix du mégawattheure de gaz naturel de 200 € jusqu’en 2024 ». Une hypothèse que certains experts, comme Pierre Andurand, considèrent comme trop optimiste. Cité par Les Échos, ce gérant d’un hedge funds spécialisé dans le marché pétrolier, « n’hésite pas à parier sur un baril à plus de 200 $ d’ici à la fin de l’année. Avec un pic possible à 250 $ ».

Et le prix de l’énergie n’est pas le seul impacté par ce conflit. Comme le note Allianz SE et Euler Hermès dans une récente note de conjoncture, « les matières premières pour l’amont des secteurs des métaux et de l’agroalimentaire affichent les plus grandes dépendances vis-à-vis de la Russie et de l’Ukraine, ainsi que les engrais et le bois ». Les entreprises de ces secteurs sont ainsi très exposées à la crise et verront leurs marges fondre si elles ne sont pas en mesure de répercuter ces hausses sur leurs prix. Si les cours du pétrole, de l’énergie et des matières premières restent au niveau actuel, les secteurs de l’électricité et des métaux pourront voir leur excédent brut d’exploitation (EBE) « fondre de 20 points », précisent les auteurs de l’étude.

Quant aux prévisions de croissance du PIB, la Banque de France les a revues à la baisse. L’institution ne table plus sur une hausse de 3,4 % en 2022 et de 2 % en 2023, mais sur respectivement 2,8 % et 1,3 %.